



GEF



*Au service
des peuples
et des nations*

Plan de Travail Annuel 2013

**« PROGRAMME INTEGRE D'ADAPTATION POUR LA LUTTE CONTRE LES EFFETS
NEFASTES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LA PRODUCTION AGRICOLE
ET LA SECURITE ALIMENTAIRE AU BENIN »**

Entre

Le Gouvernement de la République du Bénin

Et

Le Programme des Nations Unies pour le Développement

Effet (s) UNDAF 1: D'ici 2013, les populations des milieux défavorisés, notamment les jeunes et les femmes, bénéficient d'opportunités accrues d'emplois et d'activités génératrices de revenus ainsi que d'une meilleure sécurité alimentaire.

Effet (s) escompté (s) du CPAP : Les capacités des communautés locales sont développées en vue de la préservation de l'environnement et d'une meilleure adaptation aux changements climatiques.

Produit (s) escompté (s) du CPAP : Les communautés locales formulent des stratégies et mettent en œuvre des techniques d'adaptation aux impacts des changements climatiques sur les ressources en eau des zones arides et des régions humides.

Produit (s) escompté (s) du CPAP :

Produit 5.1. du CPAP : Les communautés locales formulent des stratégies et mettent en œuvre des techniques d'adaptation aux impacts des changements climatiques sur les ressources en eau des zones arides et des régions humides.

Produits du Projet :

1. Les capacités de planification et de réponse aux changements climatiques dans le secteur agricole sont améliorées
2. Les impacts des risques climatiques sur la productivité agricole au niveau local sont réduits
3. Les leçons apprises et les bonnes pratiques issues des activités pilotes, les initiatives de développement de capacité et les changements de politiques sont diffusés.

Partenaire de mise en œuvre: Direction Générale de l'Environnement (DGE) du Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme (MEHU)

Parties Responsables:

- (DGFRN, CERF, CENATEL, DPPGRE) du Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme (MEHU) ;
- (DPP/MAEP, DICAF, DAGRI, D/Elevage, D/Pêche, ONASA, INRAB, LSSEE, ONS) du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP).
- (DNM) du Ministère en charge des Transports ;
- (DG/eau) du Ministère en charge de l'Energie et de l'Eau
- (ANPC) du Ministère en charge de la Sécurité Publique ;
- Universités ;
- Communes.

Brève Description du projet

La République du Bénin a identifié, à travers le Programme d'Action National aux fins de l'Adaptation aux changements climatiques (PANA), les mesures les plus urgentes et prioritaires à mettre immédiatement en œuvre pour l'amélioration de la résilience aux changements climatiques des populations vulnérables pour la sécurité alimentaire. La première mesure concerne la mise en œuvre d'un programme intégré de lutte contre les effets néfastes des changements climatiques dans le secteur de l'agriculture pour la sécurité alimentaire.

Ce programme vise à renforcer les capacités des communautés agricoles pour s'adapter aux changements climatiques dans quatre zones agro-écologiques vulnérables au Bénin. Ainsi, le projet contribuera i) au développement des capacités de planification et de réponse des secteurs liés aux changements climatiques en s'assurant que les plans de développement nationaux et communaux ainsi que les politiques sectorielles et les budgets associés incorporent les besoins d'adaptation ; ii) à l'expertise et au soutien environnemental que les communautés doivent disposer pour s'adapter efficacement aux conditions climatiques défavorables ; iii) au partage d'expériences en adaptation sur le plan local, national et international.

Les structures nationales et locales intervenant dans l'environnement et le développement agricole seront également renforcées en vue d'un meilleur accompagnement aux producteurs aux fins de réduire les risques de perte et de dommages relatifs aux aléas climatiques.

La principale Agence de réalisation est le Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme (MEHU) à travers la Direction Générale de l'Environnement (DGE) en tant que structure de tutelle du projet. Le projet est géré selon les procédures NEX.

Pour l'année 2013, la contribution du GEF s'élève à 1,257,998 \$US, celle du PNUD à 100,000 \$US, celle du Gouvernement à 100,000 \$US et celle des communes à 6,540 \$US soit un total de 1,464,538 US \$.

Période du Programme: 2009 - 2014

Domaine Clé de Résultat (Plan Strat): L'adaptation aux changements climatiques est promue

Atlas Award ID: 00059395

Date de démarrage: janvier 2010

Date de Fin: décembre 2014

Date du CLEP: 13/10/2009

Arrangement de Gestion: NEX

Budget global: 11 310 000 US \$

Dépenses totales 2011: 376 338 US \$

Dépenses totales 2012: 695 744 US \$
(au 02 janvier 2013)

Budget PTA 2013: 1 464 538 US \$

Ressources totales requises: 1 464 538 US \$

Ressources Totales allouées: 1 464 538 US \$

Régulière:(TRAC) 100,000 US \$

- Autres (espèces):
 - Donateur (FEM) 1,257,998 US \$
 - Communes bénéficiaires: 6,540 US \$
 - Gouvernement 100,000 US \$

Budget non financé: _____

Contributions en nature

- Communes bénéficiaires: _____ US \$
- Gouvernement: _____ US \$



Approuvé par (Gouvernement): Césaire GNANGLE 11/01/2013
 Directeur Général de l'Environnement Signature Date



Approuvé par (PNUD): Nardos BEKELE-THOMAS 11/01/13
 Représentant Résident Signature Date

I. PLAN DE TRAVAIL ANNUEL

Année: 2013

Données de base, indicateurs et cibles annuelles associées	ACTIVITES PLANIFIEES	AGENDA				PARTIES RESPON-SABLES	BUDGET PREVU						
		T1	T2	T3	T4		PNUD	BN	Source de Financement				
									COMMUN	ES	Code Budget		
		GEF										Description	
	Lister les résultats d'activités et les actions pour les réaliser												
Produit 1: (Activity 2) Les capacités de planification et de réponse du secteur agricole au changement climatique sont améliorées	Résultat d'activité 1.1: Les plans/stratégies de développement local et national intègrent les risques liés aux changements climatiques	X	X	X	X		292 661	8 000					
	Action 1.1.1. Entreprendre l'évaluation des plans/stratégies nationaux et locaux en matière de production agricole et de sécurité alimentaire.						13 413						Salaires de consultant local- poste courte durée
	Sous-Action 1.1.1.1 Finaliser l'étude sur l'évaluation et l'élaboration des plans /stratégies pertinents existants au niveau national					DPP/MAEP, DNM, DICAF	2 111						Salaires de contrat individuel
	Action 1.1.2. Editer la stratégie par laquelle les plans/stratégies nationaux/locaux intègrent l'adaptation aux changements climatiques						17 048						Charges de voyage
	Sous-Action 1.1.2.1 Editer la stratégie par laquelle les plans/stratégies nationaux intègrent l'adaptation aux changements climatiques						13 851						Equipement et matériel de bureau
	Sous-Action 1.1.2.2 Editer la méthodologie par laquelle les PDCs intègrent l'adaptation aux changements climatiques						30 200						Produits et biens divers
	Action 1.1.3. Formar les décideurs politiques et le personnel technique aux niveaux communal, départemental et national sur l'application des méthodes d'intégration et de planification adaptative aux changements climatiques						19 720						Fournitures de bureau et autres achats

Données de base, Indicateurs et cibles annuelles associés	ACTIVITES PLANIFIEES	AGENDA				PARTIES RESPON-SABLES	BUDGET PREVU							
		T1	T2	T3	T4		PNUD	BN	Sources de Financement					
									COMMUN	ES	Code Budget	Description		
		GEF												
1.0	<p>1.0</p> <p>2.0</p> <p><u>cible:</u></p> <p>1.5</p> <p>2.5</p> <p>Effets escomptés du CPAP: Les capacités des communautés locales sont développées en vue de la préservation de l'environnement et d'une meilleure adaptation aux changements climatiques</p>	Lister les résultats d'activités et les actions pour les réaliser.												
2.0		Sous-Action 1.1.3.1 Organiser une formation au profit des décideurs politiques au niveau communal sur l'application des méthodes d'intégration et de planification adaptative aux changements climatiques											Services professionnels	
		Sous-Action 1.1.3.2 Organiser une formation au profit des décideurs politiques au niveau départemental sur l'application des méthodes d'intégration et de planification adaptative aux changements climatiques	36 346											Frais de communication et production audio visuelles
		Sous-Action 1.1.3.3 Organiser une formation au profit des décideurs politiques au niveau national sur l'application des méthodes d'intégration et de planification adaptative aux changements climatiques	17 500											Contrat de services pour construction et grosses-ouvrées
		Sous-Action 1.1.3.4 Organiser une formation au profit des cadres techniques aux niveaux communal et départemental et des services déconcentrés concernés sur l'application des méthodes d'intégration et de planification adaptative aux changements climatiques	-							2000				Achat d'équipement de communication
	Sous-Action 1.1.3.5 Organiser une formation au profit des DPP, SGM, Cabinet des Ministères partenaires et des structures concernées par l'élaboration et le suivi des plans et stratégies nationaux sur les méthodes d'intégration et de planification adaptative aux changements climatiques	-											Charge d'entretien d'équipement de bureau	
	Action 1.1.4 Elaborer et appliquer des outils de Suivi-Evaluation qui permettant de suivre les actions d'adaptation aux changements climatiques	-											Assurance	

Données de base, indicateurs et cibles annuelles associés	ACTIVITES PLANIFIEES	AGENDA				PARTIES RESPON-SABLES	BUDGET PREVU										
		T1	T2	T3	T4		GEF	PNUD	BN	Source de Financement		Description					
										COMMUN	ES		Code Budget				
	Lister les résultats d'activités et les actions pour les réaliser																
	Action 1.2.1 Développer une méthodologie d'évaluation des besoins financiers pour l'adaptation aux changements climatiques (ACC) et la façon d'aborder le costing de l'adaptation aux changements climatiques dans les budgets nationaux et décentralisés aussi bien avec le secteur privé que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF)																
	Action 1.2.2 Former des experts locaux en adaptation aux changements climatiques par rapport à l'analyse financière et la budgétisation																
	<u>Sous-Action 1.2.2.1</u> Organiser un plaidoyer à l'endroit des PTFs et des décideurs politiques communaux et nationaux (les SGM et cabinets des ministères) pour l'augmentation de la part des budgets alloués aux activités liées à l'adaptation aux changements climatiques																
	<u>Sous-Action 1.2.2.2</u> Organiser une formation des cadres des DPP et des DRFM des Ministères partenaires sur l'évaluation des coûts des effets néfastes des changements climatiques et la budgétisation des actions adaptatives ou des mesures d'atténuation																
	<u>Sous-Action 1.2.2.3</u> Organiser une formation des cadres des services de planification et des affaires financières des Mairies en évaluation des besoins financiers pour l'adaptation aux changements climatiques																
	Résultat d'activité 1.3 : Les capacités nationales en matière d'observation et de transmission des données et de prévision agrométéorologique sont renforcées	X	X	X	X												DNM MAEP DICAF, Groupes

Données de base, indicateurs et cibles annuelles associées	ACTIVITES PLANIFIEES Lister les résultats d'activités et les actions pour les réaliser	AGENDA				PARTIES RESPON-SABLES Techniques Agro-météorologiques	BUDGET PREVU						
		T1	T2	T3	T4		Source de Financement						
							GEF	PNUD	BN	ES	COMMUN	Code Budget	Description
	<p>Action 1.3.1 Développer une stratégie nationale de fourniture de services agro-météorologiques au profit des acteurs du secteur agricole</p> <p>Action 1.3.2 Mettre en œuvre une stratégie nationale de fourniture de services agro-météorologiques au profit des acteurs du secteur agricole</p> <p>Sous-Action 1.3.2.1 Organiser une formation au profit des observateurs agrométéorologiques aux niveaux national et communal</p> <p>Action 1.3.3 Mettre en place des stations agrométéorologiques dans les quatre (4) zones agroécologiques d'intervention du projet</p> <p>Sous-Action 1.3.3.1 Installer 04 stations agrométéorologiques dans les zones agroécologiques d'intervention du projet</p> <p>Sous-Action 1.3.3.2 Former les techniciens sur le fonctionnement des stations agro-météorologiques</p> <p>Sous-Action 1.3.3.3 Suivre le fonctionnement des stations agrométéorologiques</p> <p>Action 1.3.4 Former une équipe de travail pluridisciplinaire permanente sur l'agrométéorologie</p> <p>Sous-Action 1.3.4.1 Opérationnaliser le groupe de travail pluridisciplinaire d'assistance agrométéorologique</p>												

Données de base, Indicateurs et cibles annuelles associés	ACTIVITES PLANIFIEES	AGENDA				PARTIES RESPON-SABLES	BUDGET PREVU						
		T1	T2	T3	T4		BN	COMMUN ES	Code Budget	Description			
											GEF	PNUJD	Source de Financement
	Lister les résultats d'activités et les actions pour les réaliser												
	Resultat d'activité 1.4: Les programmes de formation des services techniques (niveau national, départemental, local) intègrent en partenariat avec la DICAF les risques liés aux changements climatiques et les dispositifs de prévision météorologique	X	X	X	X	DGE, DICAF, INRAB							
	Action 1.4.1 Former les agriculteurs, éleveurs et pêcheurs sur les technologies adaptées aux changements climatiques et l'utilisation des informations agrométéorologiques												
	Action 1.4.2 Renforcer les capacités de la DICAF en tant qu'une composante des institutions de formation												
	Sous-Action 1.4.2.1 Former les cadres de la DICAF pour la diffusion, aux producteurs, des innovations technologiques agricoles liées à l'adaptation aux changements climatiques dans les communes d'intervention du PANAI												
	Action 1.4.3 Développer et mettre en œuvre un cadre de suivi & évaluation qui permet de suivre les impacts sur les connaissances et comportements des apprenants												
	Sous-Action 1.4.3.1 Elaborer un tableau d'opérationnalisation des indicateurs des formations d'impacts sur les connaissances et comportements des apprenants												
	Sous-Action 1.4.3.2 Suivre et renseigner les indicateurs d'impacts des formations sur les connaissances et comportements des apprenants												

CA3

Données de base, indicateurs et cibles annuelles associés	ACTIVITES PLANIFIEES	AGENDA				PARTIES RESPON-SABLES	BUDGET PREVU				
		Lister les résultats d'activités et les actions pour les réaliser					BN	COMMUN ES	Code Budget	Description	GEF
		T1	T2	T3	T4						
2- Taux d'accroissement de la capacité adaptative dans les villages de démonstration à travers une étude de perception	<p>Résultat d'activité 2.2. : Neuf (09) villages de démonstration mettent en œuvre des plans villageois d'adaptation</p> <p>Action 2.2.1 Appuyer chaque village de démonstration à développer son plan d'adaptation aux changements climatiques</p> <p>Sous Action 2.2.1.1 Apporter un appui matériel et technique à la mise en œuvre des plans d'adaptation aux changements climatiques et de formations</p> <p>Action 2.2.2 Accompagner la mise en œuvre des plans d'adaptation aux changements climatiques au niveau des villages (incluant appui institutionnel, renforcement de capacité, support technique etc.)</p> <p>Sous Action 2.2.2.1. Appuyer les institutions spécialisées à la mise en œuvre des plans d'actions</p> <p>Sous Action 2.2.2.2. Renforcer les capacités des CCCT sur l'appropriation des outils de Suivi-évaluation et de gestion financière</p> <p>Action 2.2.3 Renforcer les capacités de l'équipe de gestion du projet</p> <p>Sous-Action 2.2.3.1 Participer à des ateliers de renforcement des capacités (à l'intérieur ou à l'extérieur)</p> <p>Action 2.2.4 : Honorer les contrats de service individuel du personnel</p> <p>Action 2.2.5 Organiser les sessions des organes du projet</p> <p>Sous-Action 2.2.5.1: Tenir 6 sessions bimestrielles du Comité Technique du Projet</p>	X	X	X	X	DICAF, DAGRI, D'Elevage, D/Pêche, DGFRN, CERF, INRAB, ONASA, ONS, LSSEE, Universités, Médias nationales et locales			72600	332 585	Grants
3. Taux de perte des récoltes potentielles dues aux aléas climatiques							5 000	75300	90 000	Formation et conférences	
4. Proportion de producteurs adoptant l'agroforesterie								72100	11 863	Contrat de services pour construction et grosses œuvres	
								72000	-	Equipement et matériel de bureau	
								73405	7 863	Charge d'entretien d'équipement de bureau	
							1 540	74500	9 570	Dépenses diversifiées	
								74505	-	Assurance	
								73405	14 699	Achat d'équipement de communication	

Données de base, indicateurs et cibles annuelles associées	ACTIVITES PLANIFIEES	AGENDA				PARTIES RESPONSABLES	BUDGET PREVU					
		T1	T2	T3	T4		BN	Source de Financement		Description		
								COMMUN	ES			
						GEF	PNUD	BN	COMMUN	ES	Coco Budget	
	Lister les résultats d'activités et les actions pour les réaliser					Structures de recherche, ONS, CeRPA, CeCPA), OSC, OP, etc						
	Action 2.4.1 Mettre en place un système de production de semences améliorées à cycle court											
	Sous-Action 2.4.1.1 Appuyer la mise en place de systèmes de production de semences améliorés de cycle court											
	Sous-Action 2.4.1.2 Elaborer un mécanisme de distribution efficace des semences améliorés											
	Action 2.4.2 Promouvoir la pratique de culture des variétés de cycle court et l'élevage des espèces améliorées											
	Sous-Action 2.4.2.1 Sensibiliser les producteurs, pêcheurs et éleveurs sur l'utilisation des variétés culturales à cycle court et l'élevage des espèces améliorées											
	Action 2.4.3 Appuyer la mise en place d'un système de stockage des récoltes											
	Sous-Action 2.4.3.1 Construire des infrastructures de stockage dans chaque commune pilote											
	Sous-Action 2.4.3.2 Renforcer les capacités des producteurs sur la gestion des infrastructures de stockage											
	Action 2.4.4 Entreprandre une étude sur l'identification des possibilités d'amélioration de l'accès au marché des produits alimentaires de cycle court et des produits d'élevage améliorés											
	Action 2.4.5 Réaliser une étude de référence sur les taux d'adoption actuelle des innovations technologiques adaptatives aux CC dans les villages de démonstration											
	-					Total Produit 2						653 388

CB



Données de base, indicateurs et cibles annuelles associés	ACTIVITES PLANIFIEES Lister les résultats d'activités et les actions pour les réaliser	AGENDA				PARTIES RESPON-SABLES (ACTIVITY 3)	BUDGET PREVU								
		T1	T2	T3	T4		BN	COMMUN ES	Code Budget	Description					
											GEF	PNUD			
Produit 3 (Activity 4): Les leçons apprises et les bonnes pratiques issues des activités pilotes, les initiatives de développement de capacité et les changements de politiques sont diffusées Indicateur : 1. nombre d'expériences codifiées comme touchant aux produits 1 et 2 Situation de référence: 1.0 (il n'existe pas de mécanisme spécifique de dissémination et de partage de l'information sur les expériences d'adaptation aux changements climatiques). Cible annuelle: 1 - au moins deux (02) expériences comme touchant aux produits 1 et 2	Résultat d'activité 3.1: La stratégie de communication et de conscientisation (SCC) est élaborée et mise en place Action 3.1.1: Mettre en œuvre la SCC.	x	x	x	x				20 000						
	Sous-Action 3.1.1.1 Mettre en œuvre la SCC à travers les actions de Communication, etc.								5000						Salaires de consultant local-poste courte durée
	Sous-Action 3.1.1.2 Organiser des visites de terrain au profit des journalistes/photos journalistes pour la visibilité des actions du projet														Salaires de contrat individuel
	Action 3.1.2. Suivre la mise en œuvre de la SCC								5 000						Produits et biens divers
									1 000						Rental Maintenance of IT Equipment
									15 000						Services professionnels
															Frais de communication et production audio visuelles
															Charges de voyage
															Contrat de services pour construction et grosses œuvres

Données de base, indicateurs et cibles annuelles associés	ACTIVITES PLANIFIEES	AGENDA				PARTIES RESPON-SABLES	BUDGET PREVU					
		T1	T2	T3	T4		Sources de Financement					
							GEF	PNUD	BN	COMMUN ES	Code Budget	Description
	Lister les résultats d'activités et les actions pour les réaliser						10 000				72505	Stationery & other Office Supp
	Sous Action 4.2.2.2 : Participer à 4 revues trimestrielles du MEHU					2 662					72400	Contrat de services pour construction et grosses oeuvres
	Action 4.2.3 : Organiser des missions de suivi des activités										72405	Achat d'équipement de communication
	Sous Action 4.2.3.1 : Réaliser des missions de suivi											
	Action 4.2.4 Organiser la session annuelle du Comité National sur les Changements Climatiques											
	Action 4.2.5 : Réaliser l'évaluation et la revue à mi-parcours											
	Action 4.2.6 : Réaliser l'audit du projet					8 700					74304	Assurance
	TOTAL PAR FONDS									197 339		
		1 257 998	100 000	100 000	100 000							
		GEF	PNUD	BN	COMMUN ES							
		1 257 998	100 000	100 000	100 000							
	TOTAL											1 464 538

II. ARRANGEMENT DE GESTION

1. Modalités de financement

Le coût global de l'ensemble des activités du Projet pour l'année 2013 est estimé à **1,464, 538.00 US \$**. L'estimation des besoins financiers a été effectuée sur la base des résultats attendus au niveau de chaque axe d'intervention.

Le présent Projet sera financé par les ressources du **Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)** gérées par le PNUD, les ressources régulières du **PNUD**, les ressources du **Budget National**, les ressources **des communes** et par des ressources d'autres partenaires qui souhaitent participer à sa mise en œuvre. Ces derniers pourront apporter leur contribution en utilisant la modalité de partage des coûts. Ce mécanisme flexible de financement va permettre aux PTF désireux d'accompagner le Projet, d'apporter leur contribution d'une manière conforme à leurs règles et procédures.

2. Modalités de mise en œuvre

Le projet sera exécuté conformément aux procédures et modalités d'exécution nationale. Ces procédures devront, toutefois, s'adapter aux dispositions d'assurance qualité du PNUD.

La durée du Projet est de cinq (05) ans ; elle pourra être prolongée en cas de besoin après négociation entre le Gouvernement, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le FEM,

Le Ministère de l'Environnement de l'Habitat et de l'Urbanisme (MEHU) est le partenaire de réalisation du projet à travers la Direction Générale de l'Environnement (DGE) qui assure la mise en œuvre du projet avec l'appui du PNUD. Ainsi, le MEHU nommera par arrêté un Directeur National pour le Projet et mettra en place le Comité d'effet et le comité de pilotage.

L'équipe de projet est composée d'un Directeur National du Projet, d'un Responsable Suivi Evaluation, et d'un Secrétaire nommés par le MEHU, d'un Coordonnateur, d'un Expert en Communication, d'un Gestionnaire Administratif et financier, d'un Assistant Financier Régional, et d'un Chauffeur recrutés et payés par le PNUD.

La gestion des ressources du Projet sera régie par le principe de mise à disposition d'avances de fonds sur une base trimestrielle pour les contrats et dépenses directement gérés par le Gouvernement (DGE). Toute fois, en attendant l'évaluation des capacités de l'agence de mise en œuvre du Projet, cette gestion devra se conformer aux dispositions du mémorandum du PNUD en date du 16 décembre 2008 et relatif à la gestion des avances de fonds en faveur des projets mis en œuvre sous la modalité d'Exécution Nationale (NEX).

Le Ministère prend toutes les dispositions nécessaires requises pour mettre à la disposition de l'équipe du Projet des locaux et des bureaux fonctionnels. Pour renforcer sa capacité en vue de la mise en œuvre diligente des activités du projet, le Ministère demande au PNUD de recruter et de mettre à disposition du projet en fonction des besoins, des experts et autres personnes ressources.

2-1- Cadre de mise en œuvre

Les organes du projet se présentent comme suit :

2.1.1- le Comité de Pilotage du Programme Cadre ;

Le comité de pilotage du programme cadre est chargé de l'orientation stratégique des activités de tous les projets de l'unité environnement du PNUD.

2.1.2- le Comité de Pilotage du projet

La mise en œuvre du Projet est sous la responsabilité d'un Comité de Pilotage présidé par le Secrétaire Général du MEHU. Ce Comité est ainsi composé de: (i) un représentant du PNUD, (ii) un représentant de la Cellule NEX, (iii) le Directeur Général de l'Environnement du MEHU ou son représentant, (iv) le Point Focal National de la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, (v) le Directeur de la Programmation et de la Prospective du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, (vi) le Directeur de la Programmation et de la Prospective du Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme, (vii) le Directeur de la Programmation et de la Prospective du Ministère en charge des Transports Aériens, (viii) le Directeur du Conseil Agricole et de la Formation opérationnelle, (ix) le Directeur de la Prospection des Financements du Ministère en charge du Développement, (x) le Point Focal de l'Organisation de la Météorologie Mondiale; (xi) le Point Focal du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat, (xii) le Directeur Général du Budget du Ministère de l'Economie et des Finances, (xiii) le représentant des Communes bénéficiaires, (xiv) le Chargé du Projet qui assure le Secrétariat du Comité. Le Comité de Pilotage se réunit une fois tous les trois mois et de façon ad hoc si les circonstances l'exigent, pour la planification et le suivi d'exécution des activités du projet. Le rôle d'assurance qualité du projet sera joué par le Chargé de Programme Environnement du PNUD.

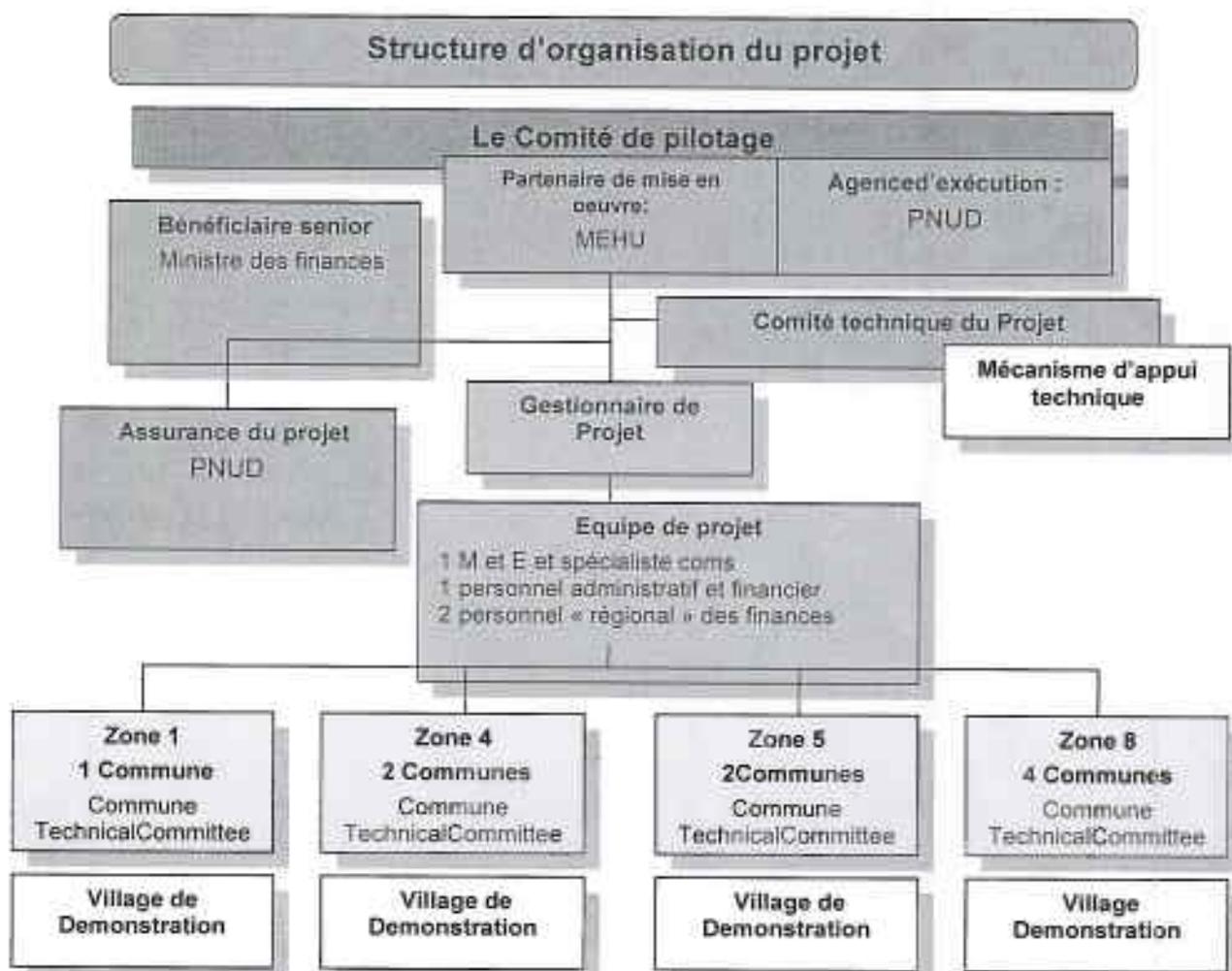
2.1.3- le Comité Technique du projet

Le projet recevra des conseils de haut niveau et la surveillance d'un Comité Technique de Projet (CTP), présidé par le Directeur de l'Agriculture du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (DAGRI/MAEP). Le Coordonnateur de projet sert en tant que Rapporteur du CTP. Le Secrétariat du CTP (SC) est composé des représentants de secteurs public et privé, les représentants d'institutions de recherche, l'Université, des organisations non gouvernementales et la société civile, aussi bien que des Partenaires Techniques et Financiers intéressés. Les membres du Comité national sur les Changements Climatiques (CNCC) font partie du SC. Comme la gestion du projet est en général suivie par le Comité de pilotage, les fonctions du CTP sont techniquement orientées. Cependant, le CTP peut recommander des décisions de gestion au Comité de pilotage.

2.1.4- L'Equipe de Gestion du Projet

Le présent projet, sous la tutelle de la Direction Générale de l'Environnement, est coordonné par le Coordinateur du projet qui assure la bonne planification et la mise en œuvre des activités et au reporting. Il est appuyé par un Expert en Communication et en Suivi-Evaluation de projet qui a pour principales missions, l'élaboration et la mise en œuvre du plan de communication et l'exécution des tâches relatives au suivi-évaluation des activités. Un personnel de soutien, composé d'un Gestionnaire Administratif et Financier, d'un comptable régional et d'un chauffeur, appuie l'équipe de gestion. L'équipe de projet travaille en étroite collaboration avec les autorités nationales et le PNUD.

Le diagramme ci-dessous illustre la composition du Comité de Pilotage (CP).



- En matière de renforcement de capacités, l'accent est mis sur les échanges d'expériences tant au niveau national qu'international.
- Les services attendus du PNUD se résument en la mise à disposition à temps des avances de fonds demandées et à la mobilisation du cofinancement et des ressources nécessaires à la mise en œuvre des autres projets prioritaires du PANA du Bénin.
- Une séance de travail est organisée avec les autres composantes à savoir Gouvernance et Pauvreté afin d'étudier les possibilités de synergie.

PLAN D'APPROVISIONNEMENT 2013

Description and specifications	Contact person	Quantity	Expected Unit cost USD	Total cost	ATLAS					Delivery date	Comments	
					Award	Project	Activity	Fund	Donor			AC
I- Equipment Rollout												
Véhicule deux roues à quatre temps		2	1 200	2 400		00074252	Outcome 2 (act 3)	BN	MEPN			Acquisition par la DGE sur financement budget national
II- IT & Electronics												
ORDINATEURS PORTABLES (TOSHIBA ou HP ou DELL) Ecran 13 à 15 pouces, Disque Dur 300 à 500 Go, Mémoire vive 4 Go 2 processeur, DVD RW intégré, WIFI, Webcam, etc.)+ station d'accueil plate + Clavier de bureau + souris + écran de bureau 23 pouces		1	1 250	1 250		00074252	Outcome 2 (act 1)	BN	MEPN			Acquisition par la DGE sur financement budget national
ORDINATEURS DE TABLE (Marque : HP COMPAQ) Pentium VI; Disque Dur 300 à 500 Go, Mémoire vive 4 Go avec les autres caractéristiques, WIFI, Webcam, etc.) avec écran Plasma de 21"		1	1 397	1 397		00074252	Outcome 4 (act 1)	BN	MEPN			Acquisition par la DGE sur financement budget national
Kit complet de sonorisation		1	10 000	10 000		00074252	Outcome 3 (act 4)	62160	LDCF			Acquisition par le projet sur fonds GEF
Matériel de communication audio visuel				30 000		00074252	Outcome 3 (act 4)	62160	LDCF			Acquisition par le projet sur fonds GEF
Achat/ Conception de Programme de Gestion Comptable (FACE)		1	5 000	5 000		00074252	Outcome 4 (act 1)	BN	MEPN			Acquisition par la DGE sur financement budget national
IMPRIMANTE (HP Laser jet)		1	1 000	1 000		00074252	Outcome 4 (act 1)	62160	LDCF			Acquisition par le projet sur fonds GEF
ONDULEUR REGULATEUR 2200VA (2 en 1)		2	996	1 996		00074252	Outcome 4 (act 1)	62160	LDCF			Acquisition par le projet sur fonds TRAC
Logiciel Antivirus		6	33	201		00074252	Outcome 4 (act 1)	04000	UNDP			Acquisition par le projet sur fonds TRAC
Disque amovible 500Go connectivité USB		3	58	174		00074252	Outcome 4 (act 1)	04000	UNDP			Acquisition par le projet sur fonds TRAC
Rollings 30 mètres 3 prises protégées (220v-250v)		1	198	198		00074252	Outcome 4 (act 1)	04000	UNDP			Acquisition par le projet sur fonds TRAC
III- MOBILIER DE BUREAU												

Bureau MEX - camion mobile - retour MEX	5	452	2 258	00074252	Outcome 4 (act. 1)	BN	MEPN	Acquisition par la DCE sur financement budget national
Fauteuil cadre haut dossier EMIRO	3	500	1 500	00074252	Outcome 4 (act. 1)	BN	MEPN	Acquisition par la DCE sur financement budget national
Armoire semi vitree (fabrication locale de preference)	5	390	1 950	00074252	Outcome 4 (act. 1)	BN	MEPN	Acquisition par la DCE sur financement budget national
JEUX DE TABLES DE REUNION + 12 CHAISES/autofuils importés	1	1 600	1 600	00074252	Outcome 4 (act. 1)	BN	MEPN	Acquisition par la DCE sur financement budget national
Chaises visiteurs	6	PM		00074252				Acquisition par la DCE sur financement budget national
Porte double vitrerie	1	PM		00074252				Acquisition par la DCE sur financement budget national
Fenêtres double vitrerie	9	PM		00074252				Acquisition par la DCE sur financement budget national
Rideaux et divers fourniture de bureaux		PM		00074252				Acquisition par la DCE sur financement budget national
IV- CONSOMMABLES MATERIEL ROULANT								
Carburant	1	4 000	4 000	00074252	Outcome 4 (act. 1)	BN	MEPN	Acquisition par la DCE sur financement budget national
Carburant	1	4 000	4 000	74252	Outcome 2 (act. 3)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
X- MATERIELS AGRICOLES								
Station agrométéorologique	4	20 000	80 000	00074252	Outcome 1 (act. 2)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
Pluviomètre de type association	9	426	3 838	00074252	Outcome 1 (act. 2)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
MATERIELS ET INSTALLATION PISCICOLES								
Installation de cage flottantes	28	4 200	117 600	00074252	Outcome 2 (act. 3)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
Enclos piscicoles de 500 mètres carré	4	3 600	14 400	00074252	Outcome 2 (act. 3)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
Enclos hors sol	36	340	12 240	00074252	Outcome 2 (act. 3)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
Reflecteur des algues de trois étangs	3	300	900	00074252	Outcome 2 (act. 3)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
Insectes piscicoles			60 000	00074252	Outcome 2 (act. 3)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
Biens et services pour aquaculture (FSA)			60 000	00074252	Outcome 2 (act. 3)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
Biens et services pour le coniculture (Diélevage)			20 000	00074252	Outcome 2 (act. 3)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
Biens et services pour l'aviculture (Diélevage)			12 000	00074252	Outcome 2 (act. 3)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
Matériel de distribution de semences améliorées		PM		00074252	Outcome 2 (act. 3)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
Diverses semences adaptative aux CC		PM		00074252	Outcome 2 (act. 3)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF

MATERIELS DIDACTIQUES										
Edition et multiplication des documents de stratégies						00074252	Outcome 1 (act.2)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
Edition et multiplication des documents de stratégies						00074252	Outcome 3 (act.4)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
Edition et multiplication des manuels de formation						00074252	Outcome 1 (act.2)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
Edition et multiplication des manuels de formation						00074252	Outcome 2 (act.3)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
INFRASTRUCTURES										
infrastructures de stockage et de distribution de semences adaptatives aux CC	9					00074252	Outcome 2 (act.3)	62160	LDCF	Acquisition par le PNUD sur fonds GEF
Total Goods								449 901		

Type of competition

LTA - Long Term Agreement

OIC - Open International Competition

LIC - Limited International Competition

LC - Local or National Competition

Type of procurement method

RFQ - Request for Quotation (for Contracts > USD 2,500 and < USD 100,000)

RFP - Request for Proposal. Used when inputs and/or outputs cannot be quantitatively and qualitatively expressed at the invitation stage. Used for Services and complex Goods

ITB - Invitation to Bid (for Contracts above USD 100,000). Used for Goods. Can also be used for Works and

Services which can be expressed quantitatively and qualitatively

2.2. Les arrangements d'audit

Le partenaire de mise en œuvre du projet en l'occurrence le Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme, doit soumettre tous les trimestres au Représentant Résident du PNUD au Bénin, le Formulaire d'Autorisation de financement et le Certificat de Dépenses qui rend compte des dépenses cumulées par trimestre des fonds avancés par le PNUD.

Le projet doit être audité au moins une fois dans son cycle de vie, mais peut être audité tous les ans selon qu'il sera reflété dans le plan d'audit annuel préparé avec le Bureau des Audits et Investigations du siège du PNUD, conformément aux directives et termes de références mises à disposition par ce dernier.

L'objectif principal de l'audit est de fournir à l'Administrateur du PNUD, une garantie en ce qui concerne l'utilisation correcte des ressources mises à disposition.

L'audit est une partie intégrante de la gestion financière et administrative du projet et fait partie du cadre de responsabilité du PNUD. Il est donc placé sous la responsabilité directe du Bureau Pays du PNUD. Il sera réalisé par un cabinet d'audit qualifié qui va produire un rapport d'audit et certifier les états financiers.

2.3. Accords de propriété intellectuelle et d'utilisation du logo du PNUD par les projets.

2.3.1. Droit d'auteur

Le PNUD détient le droit d'auteur et de reproduction de toutes les publications et autres matériaux qu'il commande dans le cadre de ses projets, que le texte soit écrit par un membre du personnel ou par un consultant rémunéré. La permission de reproduction peut être donnée aux médias, ONG, institutions académiques et autres, à condition que le PNUD soit dûment cité.

L'Accord de base entre le Gouvernement du Bénin et le PNUD établit en son Article III relatif à l'exécution des projets ce qui suit : « *le PNUD restera propriétaire du matériel technique et autre, ainsi que des approvisionnements, fournitures et autres biens financés ou fournis par lui, à moins qu'ils ne soient cédés au Gouvernement ou à une entité désignée par celui-ci, selon les modalités et à des conditions fixées d'un commun accord par le Gouvernement et le PNUD.*

Le PNUD restera propriétaire des brevets, droits d'auteur, droits de reproduction et autres droits de même nature sur les découvertes ou travaux résultant de l'assistance qu'il fournira au titre du présent accord. A moins que les parties n'en décident autrement dans chaque cas, le Gouvernement pourra toutefois utiliser ces découvertes ou ces travaux dans le pays sans avoir à payer de redevances ou autres droits analogues. »

2.3.2. Utilisation du logo

Le logo du PNUD doit être utilisé dans le respect des normes graphiques du PNUD et à des fins non commerciales. Avant impression de toute publication financée par le PNUD, il est recommandé de se référer au PNUD notamment au Chargé de Communication pour vérification du branding du PNUD.

Tout projet exécuté sur le terrain par le PNUD doit avoir pour seul logo le nouveau logo du PNUD. Si nécessaire, le nom du projet sera indiqué en toutes lettres à côté du logo (pas en dessous). Il ne doit pas y avoir de logos séparés ou autonomes. Il n'y a pas d'exception à cette règle. Lorsque le projet est administré avec un partenaire, dont la participation doit être signalée par un élément visuel, le nouveau logo du PNUD doit être utilisé avec le logo du/des partenaire(s) seulement.

En cas de publication conjointe avec un ou plusieurs partenaires, tous les logos devraient figurer sur une seule ligne, en bas ou en haut de la première de couverture de la publication. Il faut veiller à assurer l'égalité visuelle de tous les logos, c'est-à-dire de ne pas faire ressortir un logo par rapport aux logos des institutions spécialisées ou organismes partenaires.

2.3.3. Respect de l'avis de non-responsabilité.

Les publications du PNUD qui citent un auteur ou contiennent des opinions ou avis devraient contenir la déclaration suivante : « Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de leur(s) auteur(s) et ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies, y compris le PNUD, ni des Etats Membres. » Le nom des auteurs ne devrait jamais apparaître sur la couverture d'une publication.

III. CADRE DE SUIVI ET EVALUATION

Le suivi du projet sera réalisé à travers les dispositions ci-après:

Au cours du cycle annuel

- Sur une base trimestrielle, une évaluation qualité, réalisée par l'équipe de projet sous la responsabilité du Chargé de Programme Environnement du PNUD doit permettre de reporter l'évolution des résultats d'activités, sur la base des critères qualités et des méthodes de contrôle qualité définies dans la table ci-dessous de Contrôle qualité des produits d'activités.
- Le journal des problèmes doit être activé dans le logiciel Atlas, et mis à jour régulièrement sous la responsabilité du Chargé de Programme Environnement du PNUD pour faciliter le suivi et la résolution des potentiels problèmes en vue d'une bonne gestion des changements au niveau du projet.
- Sur la base de l'analyse initiale des risques en annexe, le journal des risques est activé dans Atlas et mis à jour régulièrement sous la responsabilité du Team Leader, en fonction de l'évolution de l'environnement externe qui peut affecter la mise en œuvre efficace, efficiente et dans les délais, des activités du projet.
- En fonction des informations ci-dessus reportées dans le logiciel Atlas, le Rapport de Progrès du Projet qui est une sortie d'Atlas ou du Snapshot, sera soumis ensemble avec le Rapport Combiné des Dépenses chaque trimestre par le Policy and Management Support Unit (PMSU) à la revue du Comité Technique, en vue d'amendement nécessaire avant l'examen semestriel par le Comité de Pilotage du Programme Cadre.
- Le journal des leçons apprises, doit être activé et régulièrement mis à jour sous la responsabilité du Team Leader pour assurer un apprentissage continu et une adaptation dans l'organisation et la planification du projet. Ceci permettra aussi la préparation du rapport des leçons apprises à la fin du projet.
- Un calendrier de suivi doit être activé dans le logiciel Atlas et mis à jour au fur et à mesure pour capturer les événements importants de gestion du projet.

A la fin de l'année

- **Rapport Annuel du projet:** Un rapport annuel du projet doit être élaboré par l'Expert National faisant office de Coordonnateur du Projet en collaboration avec le Chargé de Programme Environnement et le PMSU, et partagé avec le Comité Technique de Gestion du Projet puis le Comité de Pilotage du Programme Cadre et le Comité d'Effet CPAP attaché au projet. Une exigence minimale de ce rapport est qu'il doit respecter le format standard Atlas des Rapports Trimestriels de Progrès, couvrant toute l'année avec chaque information mise à jour, ainsi qu'une synthèse des résultats atteints par rapport aux cibles annuelles.
- **Revue annuelle du Projet.** Sur la base du rapport ci-dessus, une revue annuelle du projet est conduite dans le cadre de la revue du Programme Cadre, et ce au cours du quatrième trimestre de l'année, pour évaluer les performances du projet et analyser le Plan de Travail Annuel de l'année suivante. Dans la dernière année du projet, cette revue tiendra lieu de revue finale. Cette revue est sous la responsabilité du Comité de Pilotage du Programme Cadre et impliquera d'autres parties prenantes telles que la société civile, les Partenaires Techniques et Financiers intervenant dans le domaine. Elle permettra d'analyser le niveau de progrès des produits et leur contribution aux différents Effets.

Contrôle Qualité des Résultats d'Activité du Projet.

Produit 1: Les capacités de planification et de réponse aux changements climatiques dans le secteur agricole sont améliorées		
Résultat d'Activité 1.1	Les plans/stratégies de développement local et national intègrent les risques liés aux changements climatiques	Date de début: Janvier 2013 Date de Fin: Décembre 2013
But	Les actions de renforcement de capacités permettront aux différents acteurs des secteurs ou structures ciblées d'intégrer les questions d'adaptation aux changements climatiques dans les plans/programmes et projets nationaux de développement ainsi que dans les documents de planification locale	
Description	<p>Il s'agit de doter les cadres techniques des mairies et des ministères et des décideurs politiques de compétences nécessaires à l'intégration des questions d'adaptation aux changements climatiques dans les plans/programmes et projets nationaux de développement ainsi que dans les documents de planification locale. Pour ce faire, il convient de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - finaliser l'évaluation des plans / stratégies de développement nationaux ainsi que les plans / stratégies en matière de production agricole et de sécurité alimentaire (SCRP, PSRSA) et l'élaboration de la stratégie par laquelle ces plans/stratégies intègrent l'adaptation aux changements climatiques ; - éditer la stratégie par laquelle les plans et stratégies nationaux intègrent l'adaptation aux changements climatiques ; - éditer la méthodologie par laquelle les PDCs intègrent l'adaptation aux changements climatiques ; - former les décideurs politiques et le personnel technique aux niveaux communal, régional, national dans les méthodes d'intégration d'adaptation aux changements climatiques, intégration et dans la planification adaptative. 	
Critère Qualité	Méthode de Contrôle Qualité	Date de contrôle
<ul style="list-style-type: none"> - Un (1) document d'évaluation des plans /stratégies nationaux (SCRP, PSRSA) et de la stratégie d'intégration des mesures d'adaptations aux CC disponible - Une (1) Stratégie d'intégration des plans /stratégies nationaux (SCRP, PSRSA) éditée - Une (1) méthodologie d'intégration des Neuf (09) PDCs des communes pilotes éditée - Au moins 243 personnes formées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Document validé contenant d'une part l'évaluation et d'autre part la stratégie d'intégration des plans /stratégies nationaux (SCRP, PSRSA). - Stratégie d'intégration des plans /stratégies nationaux (SCRP, PSRSA) disponible - Méthodologie d'intégration des Neuf (09) PDCs des communes pilotes disponible - Rapport de renforcement de capacités précisant le nombre de personnes formées au niveau communal, départemental et national ainsi que les termes de formation et les rapports d'évaluation de fin de formation. Précision sur le profil des participants. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mars 2013 - Avril 2013 - Février 2013 - Juin 2013.
Résultat d'Activité 1.2		
Résultat d'Activité 1.2	Les budgets nationaux/locaux alloués au secteur agricole contiennent des rubriques relatives à la gestion des impacts des changements/variabilités climatiques	Date de début: Janvier 2013 Date de Fin: Décembre 2013
But	Les séries de plaidoyers contribueront à augmenter la part du budget communal alloué aux activités liées à l'adaptation aux changements climatiques	
Description	<p>Il s'agit d'une part de doter les cadres nationaux et locaux des compétences nécessaires à l'évaluation des coûts d'adaptation aux changements climatiques et d'autre part, d'amener les décideurs politiques locaux et nationaux à augmenter la part des budgets alloués aux activités liées à l'adaptation aux changements climatiques.</p> <p>Pour ce faire, il convient de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - développer une méthodologie d'évaluation des besoins financiers pour l'adaptation aux changements climatiques (ACC) et la façon d'aborder le costing de l'adaptation aux changements 	

	<p>climatiques dans les budgets nationaux et décentralisés aussi bien avec le secteur privé que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - organiser des plaidoyers à l'endroit des PTF et des décideurs aux niveaux national (les SGMs et les cabinets des ministères) et local pour l'augmentation des budgets alloués aux activités liées à l'adaptation aux changements climatiques ; - former des experts locaux en adaptation aux changements climatiques par rapport à l'analyse financière et la budgétisation. 	
Critère Qualité	Méthode de Contrôle Qualité	Date de contrôle
<ul style="list-style-type: none"> - Un (1) document de méthodologie d'évaluation des besoins financiers pour l'adaptation aux changements climatiques élaboré et disponible ; - Deux (2) plaidoyers organisés ; - 60 cadres formés 	<ul style="list-style-type: none"> - Document validé contenant la méthodologie d'évaluation disponible ; - Rapports de plaidoyers disponibles ; - Rapport de renforcement de capacités précisant le nombre de personnes formées au niveau communal, départemental et national ainsi que les termes de formation et les rapports d'évaluation de fin de formation. Précision sur le profil des participants. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mars 2013 - Décembre 2013 - Décembre 2013
Résultat d'Activité 1.3	Les capacités nationales en matière d'observation et de transmission des données et de prévision agrométéorologique sont renforcées	Date de début: Janvier 2013 Date de Fin: Décembre 2013
But	Ce résultat contribuera à renforcer les capacités des services nationaux en matière d'observation, de transmission et de fourniture d'informations agrométéorologiques au profit des producteurs agricoles.	
Description	<p>Il s'agit de renforcer les capacités des divers acteurs impliqués dans la production et la fourniture d'informations de prévision agrométéorologiques au profit des producteurs agricoles. Pour ce faire, il convient de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - développer une stratégie nationale de fourniture de services agro météorologiques au profit des acteurs du secteur agricole ; - mettre en œuvre une stratégie nationale de fourniture de services agro météorologiques au profit des acteurs du secteur agricole ; - mettre en place des stations agrométéorologiques fonctionnelles dans les zones agroécologiques d'intervention du projet - former une équipe de travail pluridisciplinaire permanente sur l'agrométéorologie 	
Critère Qualité	Méthode de Contrôle Qualité	Date de contrôle
<ul style="list-style-type: none"> - 1 stratégie nationale de fourniture de services agrométéorologiques disponible - 36 observateurs agrométéorologiques formés dans les 9 communes et au niveau national - 4 stations agrométéorologiques installées respectivement dans les zones agroécologiques 1, 4, 5,8 et fonctionnelles ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'étude développant la stratégie nationale de fourniture de services agro météorologiques ; - Rapport de renforcement de capacités précisant le nombre de techniciens formés au niveau communal ainsi que les termes de formation et les rapports d'évaluation de fin de formation. Précision sur le profil des participants précisant le nombre de techniciens formés validé - Rapport de mission d'installation disponible validé précisant la qualité (spécification technique et agrométéorologique) de l'appareillage ; - Rapport de formation précisant le 	<ul style="list-style-type: none"> - Mars 2013 - Avril 2013 - Décembre 2013 - Juillet 2013

<ul style="list-style-type: none"> - 08 techniciens formés - 12 rapports de sessions du groupe de travail pluridisciplinaire d'assistance agro météorologique disponible 	<ul style="list-style-type: none"> nombre d'observateurs d'informations agrométéorologiques formés ; - Rapport de renforcement de capacités précisant le nombre de personnes formées au niveau communal, départemental et national ainsi que les termes de formation et les rapports d'évaluation de fin de formation. Précision sur le profil des participants - Rapports des sessions disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> - Décembre 2013
Résultat d'Activité 1.4	Les programmes de formation des services techniques (niveaux national, départemental, local) intègrent en partenariat avec la DICAF les risques liés aux changements climatiques et les dispositifs de prévision météorologique	Date de début: Janvier 2013 Date de Fin: Décembre 2013
But	Le développement d'une stratégie de formation et de modules spécialisés sur V&A/CC et sécurité alimentaire contribueront à développer l'expertise en matière de gestion des changements climatiques	
Description	<p>Développement d'une stratégie de formation y compris le développement de modules spécialisées sur V&A/CC et sécurité alimentaire, et développement d'un cadre de suivi & évaluation (M&E) qui détecte les impacts sur les changements de niveau de la connaissance, d'application de nouvelles connaissances, de changement d'attitudes, renforcement de la DICAF en tant que structure partenaire en charge des formations et de ses services déconcentrés pour la diffusion aux producteurs agricoles des techniques et méthodes liés à l'adaptation aux changements climatiques etc.)</p> <p>Pour ce faire, il convient de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - former les agriculteurs, éleveurs et pêcheurs sur les technologies adaptées aux changements climatiques et l'utilisation des informations agrométéorologiques - renforcer les capacités de la Direction du Conseil Agricole et de la Formation opérationnelle (DICAF/MAEP) pour la diffusion, aux agriculteurs, des innovations technologiques agricoles liées à l'adaptation dans les communes d'intervention du PANA.1* - renforcer les capacités de la DICAF en tant qu'une composante des institutions de formation ; - organiser la session annuelle du Comité National sur les Changements Climatiques 	
Critère Qualité	Méthode de Contrôle Qualité	Date de contrôle
<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de producteurs formés; - 47 cadres de la DICAF formés sur la prévention et la gestion des risques liés aux changements climatiques ; - Participation à la 19ème conférence des Parties (COP 19) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de renforcement de capacités précisant le nombre de producteurs formés au niveau de chacune des 9 communes pilotes ainsi que les termes de formation et les rapports d'évaluation de fin de formation. Précision sur le profil des producteurs - Rapport de renforcement de capacités précisant le nombre de cadres de la DICAF formés sur la prévention et la gestion des risques liés aux changements climatiques ainsi que les termes de formation et les rapports d'évaluation de fin de formation. Précision sur le profil des participants. Précision sur la méthodologie utilisée et le mécanisme de mise en application - Session annuelle du Comité National organisée et rapport de participation à la 19ème conférence disponible et déposé dans le délai requis. 	<ul style="list-style-type: none"> - Novembre 2013 - Mars 2013 - Décembre 2013

Produit 2 : Les impacts des risques climatiques sur la productivité agricole au niveau local sont réduits		
Résultat d'Activité 2.1	Neuf (09) Communes pilotes disposent d'un plan annuel d'adaptation renforcé	Date de début: Janvier 2013 Date de Fin: Décembre 2013
But	Ce résultat permettra aux Communes pilotes de disposer d'un plan d'actions adaptatives aux changements climatiques.	
Description	Il s'agit sur la base de l'évaluation des plans d'actions communaux 2012 des neuf villages de démonstration, de planifier de concert avec les bénéficiaires et l'ensemble des acteurs locaux, les actions adaptatives à mener au cours de l'année 2013 dans les dix huit (18) villages de démonstration. Pour ce faire, il convient de : <ul style="list-style-type: none"> - d'évaluer les plans d'actions adaptatives 2012 des 9 communes pilotes ; - d'élaborer les plans communaux 2013 	
Critère Qualité	Méthode de Contrôle Qualité	Date de contrôle
- 18 plans d'actions adaptatives 2013 disponibles	- Rapport d'élaboration et de validation des plans d'actions	- Janvier 2013
Résultat d'Activité 2.2	Neuf (09) villages de démonstration mettent en œuvre des plans villageois d'adaptation	Date de début: Janvier 2013 Date de Fin: Décembre 2013
But	Il s'agit d'élaborer et de mettre en œuvre un plan villageois d'adaptation au niveau de chacun des neuf (9) villages d'intervention	
Description	Il s'agit d'apporter un appui matériel et technique à la planification et à l'exécution des actions adaptatives aux changements climatiques dans les 9 villages de démonstration. Pour ce faire, il convient de : <ul style="list-style-type: none"> - appuyer chaque village de démonstration à développer son plan d'adaptation aux changements climatiques ; - accompagner la mise en œuvre des plans d'adaptation aux changements climatiques au niveau des villages (incluant appui institutionnel, renforcement de capacité, support technique, etc.) - renforcer les capacités de l'équipe de gestion du projet ; - organiser les sessions des organes du projet 	
Critère Qualité	Méthode de Contrôle Qualité	Date de contrôle
- Des intrants agricoles non avariés sont mis à la disposition de 20 producteurs dans chaque village de démonstration	- Rapport d'activités	- Mars 2013
- Des matériels et équipements agricoles sont fournis aux producteurs dans chaque village de démonstration	- matériels et équipements agricoles mis à la disposition des groupements ou des individus dans chaque village de démonstration	- Novembre 2013
- Neuf (9) ateliers de formation organisés	- Rapport de renforcement de capacités précisant le nombre de producteurs formés au niveau des villages, ainsi que les termes de formation et les rapports d'évaluation de fin de formation. Précision sur le profil des participants.	- Juillet 2013
- Un (1) atelier de formation suivi	- Rapport de formation suivi par chaque membre de l'équipe de projet ainsi que les termes de formation	- Novembre 2013
- Dix(10) sessions des organes de suivi organisés.	- Sessions organisées et rapports de participation disponible et déposés dans le délai requis	- Décembre 2013

Résultat d'Activité 2.3	Des méthodes de production (végétale, animale et halieutique), adaptées et résilientes aux changements climatiques sont testées dans neuf villages de démonstration et répliquées	Date de début: Janvier 2013 Date de Fin: Décembre 2013
But	Ce résultat permettra de tester et d'étendre les méthodes et techniques de production adaptées et résilient aux changements climatiques	
Description	<p>Il s'agit d'appuyer les institutions spécialisées partenaires publiques, dans le cadre d'étude/missions sur les méthodes de production (végétale, animale et halieutique), adaptées et résilient aux changements climatiques. De plus, les résultats de ces études/missions seront mis en œuvre dans toutes les communes.</p> <p>Pour ce faire, il convient de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - finaliser les protocoles d'accords d'exécution des programmes de recherche-actions avec les institutions spécialisées ; - appuyer la mise en œuvre des actions de recherche dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques dans les communes bénéficiaires. 	
Critère Qualité	Méthode de Contrôle Qualité	Date de contrôle
<ul style="list-style-type: none"> - Trois (03) protocoles d'accord sont signés entre le projet et les institutions spécialisées - Cinq (05) études appuyées 	<ul style="list-style-type: none"> - Trois (03) protocoles d'accord signés et disponibles ; - Rapports de recherche –actions validés et disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> - Février 2013 - Novembre 2013
Résultat d'Activité 2.4	Des réseaux de production et de diffusion des principales variétés de cultures à cycle court retenues par zone agro écologique sont mis en place et fonctionnels	Date de début: Janvier 2013 Date de Fin: Décembre 2013
But	Ce résultat permettra de mettre en place des réseaux de production et de diffusion des principales variétés de cultures à cycle court dans les 04 zones agro écologiques	
Description	<p>Il s'agit d'appuyer les producteurs à adopter les innovations technologiques adaptatives aux CC dans chaque zone agroécologique tout en mettant en place un mécanisme de distribution efficace des produits alimentaires de cycle court à travers des études. De plus, les résultats de ces études permettront l'écoulement facile de ces produits au marché</p> <p>Pour ce faire, il convient de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en place un système de production de semences améliorés de cycle court ; - promouvoir la pratique de culture des variétés de cycle court et l'élevage des espèces améliorées ; - appuyer la mise en place d'un système de stockage des récoltes - entreprendre une étude sur l'identification des possibilités d'amélioration de l'accès au marché des produits alimentaires de cycle court et des produits d'élevage améliorés ; - réaliser une étude de référence sur les taux d'adoption actuelle des innovations technologiques adaptatives aux CC dans les villages de démonstration 	
Critère Qualité	Méthode de Contrôle Qualité	Date de contrôle
<ul style="list-style-type: none"> - Deux (02) systèmes de production de matériels de sélection adaptés, mis en place et opérationnels dans les communes concernées 	<ul style="list-style-type: none"> - Deux (02) systèmes de production de matériels de sélection adaptés disponibles et fonctionnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Décembre 2013

<ul style="list-style-type: none"> - Au moins une séance d'IEC organisée à l'endroit des producteurs, pêcheurs et éleveurs - Système de stockage des récoltes mise en place - Un rapport d'étude sur l'identification des possibilités d'amélioration de l'accès au marché des produits alimentaires élaboré et disponible ; - Rapport d'étude de référence sur les taux d'adoption actuelle des innovations technologiques adaptatives aux CC dans les villages de démonstration 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de séance d'IEC précisant le nombre de producteurs, pêcheurs et éleveurs sensibilisés au niveau des 04 zones agroécologiques, ainsi que les thèmes de sensibilisation et les rapports d'évaluation de fin de sensibilisation. Précision sur le profil des participants - Système de stockage des récoltes disponible et opérationnel - Rapport de validation et document d'étude sur l'identification des possibilités d'amélioration de l'accès au marché des produits alimentaires disponibles - Rapport de validation et document d'étude de référence sur les taux d'adoption actuelle des innovations technologiques adaptatives aux CC dans les villages de démonstration 	<ul style="list-style-type: none"> - Mars 2012 - Novembre 2012 - Avril 2012 - Mars 2012

Produit 3 : Les leçons apprises et les bonnes pratiques issues des activités pilotes, les initiatives de développement de capacité et les changements de politiques sont diffusés

Résultat d'Activité 3.1	La stratégie de communication et de conscientisation (SCC) est élaborée et mise en place	Date de début: Janvier 2013 Date de Fin: Décembre 2013
But	Ce résultat permettra de mettre en œuvre une stratégie de communication visant l'extension dans d'autres localités vulnérables, des meilleures pratiques développées dans le cadre de l'adaptation aux changements climatiques dans les villages de démonstration du projet.	
Description	Il s'agit de développer des actions de communication et de conscientisation à l'endroit des producteurs agricoles des communautés vulnérables pour favoriser l'adoption des meilleures pratiques adaptées aux changements climatiques. Pour ce faire, il convient de : - mettre en œuvre la SCC ; - organiser des visites de terrain au profit des journalistes/photos journalistes pour la visibilité des actions du projet ; - suivre la mise en œuvre de la SCC	
Critère Qualité	Méthode de Contrôle Qualité	Date de contrôle
<ul style="list-style-type: none"> - Actions de communication prévues dans la SCC réalisées - 2 visites de terrain au profit des journalistes/photos journalistes réalisées - 4 suivis trimestriels et 1 suivi annuel de la SCC réalisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Supports de communication adaptés disponibles - 30 produits communicationnels (articles, émissions radios, reportage TV) diffusés et disponibles - Rapport de suivi disponible. 	<ul style="list-style-type: none"> - Décembre 2013. - Novembre 2013 - Décembre 2013
Résultat d'Activité 3.2	Un site web est développé et mis régulièrement en place et régulièrement mis à jour	Date de début: Janvier 2013 Date de Fin: Décembre 2013
But	Ce résultat permettra de développer le site web et de le mettre à jour	
Description	Il s'agit d'évaluer les possibilités d'information existantes et les sites web les mieux appropriés tout en se basant sur les besoins d'évaluation de l'information et de créer	

	la plate forme relative aux réalisations du projet Pour ce faire, il convient de - évaluer les portails et sites internet existants au MEHU et au MAEP afin d'identifier les options les mieux appropriées ; - développer le portail internet ; - renforcer le personnel des ministères partenaires (MAEP et MEHU) sur la gestion des informations et la maintenance du Web.	
Critère Qualité	Méthode de Contrôle Qualité	Date de contrôle
- Rapport d'évaluation précisant l'option la plus adaptée - Plate forme / site internet développé et fonctionnel - Au moins une session de formation organisée	- Rapport de validation et document contenant l'évaluation des portails et sites internet existants élaboré et disponible - Plate forme/site internet mis en place et fonctionnel. - Rapport de renforcement de capacités précisant le nombre de personnes formées au niveau des ministères partenaires ainsi que les termes de formation et les rapports d'évaluation de fin de formation. Précision sur le profil des participants.	- Mars 2013 - Mai 2013 - Juillet 2013
Résultat d'Activité 3.3	Les leçons et les meilleures pratiques sont partagées et diffusées	Date de début: Janvier 2013 Date de Fin: Décembre 2013
But	Ce résultat permettra d'identifier et de documenter les meilleures pratiques dans les neuf villages de démonstration, afin de les mettre à la disposition des producteurs agricoles dans les neuf (9) autres villages vulnérables aux changements climatiques.	
Description	Il s'agit de développer des actions pour mettre en exergue et documenter, les leçons, les meilleures pratiques et les expériences sans issue enregistrées dans la mise en œuvre des actions adaptatives aux CC dans les villages de démonstration. Pour ce faire, il convient de recenser et de documenter les leçons et les meilleures pratiques.	
Critère Qualité	Méthode de Contrôle Qualité	Date de contrôle
- Au moins 02 leçons et meilleures pratiques recensées et documentées	- Documents validés précisant les leçons et meilleures pratiques identifiées	- Novembre 2013
Produit 4 : Gestion du Projet		
Résultat d'Activité 4.1	Le Projet est géré	Date de début: Janvier 2013 Date de Fin: Décembre 2013
But	Ce résultat permettra d'assurer une bonne coordination des activités mises en œuvre par le Projet	
Description	Il s'agit d'assurer une bonne gestion des activités du projet en associant l'ensemble des parties prenantes. Pour ce faire, il convient de : - planifier les activités du projet (PTA, PTT) - mettre en œuvre les activités du projet ; - contrôler la mise en œuvre du projet ; - renforcer les capacités de l'équipe de gestion du projet. - réviser et opérationnaliser les postes vacants du document de projet faire fonctionner les structures de gestion du projet ; - appuyer le fonctionnement des CCCT; - acquérir les équipements de bureau et le matériel roulant.	
Critère Qualité	Méthode de Contrôle Qualité	Date de contrôle
- 1 PTA signé et 4 PTT validé	- 1 PTA signé et 4 PTT validés et disponibles	- Octobre 2013

<ul style="list-style-type: none"> - Schéma de déploiement révisé et postes vacants (Assistants Financiers Régionaux, Secrétaire, Expert en communication) pourvus et fonctionnels - cinq (05) formations suivies par les membres de l'équipe de gestion de projet. - Mise à disposition des frais de fonctionnement des CCCT - 4 rencontres tenues avec les bénéficiaires dans les 9 communes - Equipements du bureau et matériel roulant disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> - Attestations de prise de service - Rapports de mission déposés dans les délais requis. - Pièces comptables de qualité et à jour - Soumission des différents rapports dans les délais réglementaires. - PV de réception 	<ul style="list-style-type: none"> - Février 2013 - Novembre 2013 - Décembre 2013 - Décembre 2013 - Mars 2013
Résultat d'Activité 4.2	Le Projet est suivi	Date de début: Janvier 2013 Date de Fin: Décembre 2013
But	Ce résultat permettra d'assurer un suivi efficace par les différentes parties concernées des activités mises en œuvre par le Projet.	
Description	Il s'agit d'assurer dans un premier temps un suivi efficace du système de gestion du projet et d'autre part le suivi de la mise en œuvre des plans d'actions adaptatives aux changements climatiques des communes pilotes. Pour ce faire, il convient de : <ul style="list-style-type: none"> - organiser la relecture des indicateurs du projet ; - organiser des missions de suivi des activités ; - organiser les sessions des organes de suivi du projet ; - participer aux rencontres mensuelles MEHU-PNUD et les revues statutaires; - mobiliser des ressources additionnelles ; - classer, conserver et sécuriser toute la production intellectuelle, les matériels et équipements du projet ; - assurer une bonne communication et une bonne diffusion de l'information au sein du projet et près de tous les acteurs impliqués ; - préparer et contribuer aux audits. 	
Critère Qualité	Méthode de Contrôle Qualité	Date de contrôle
<ul style="list-style-type: none"> - Indicateurs clairement définis et en synergie avec ceux du MEHU - 8 missions de suivi des activités réalisées ; - Actes des revues 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'ateliers disponibles et indicateurs conformes aux normes et déposés dans le délai requis. - Rapports de mission déposés dans les délais requis. - Actes de revue déposés dans les délais requis. 	<ul style="list-style-type: none"> - Février 2013 - Décembre 2013 - Décembre 2013

Cadre Juridique

Ce document et le Country Programme Action Plan (CPAP) signé par le Gouvernement du Bénin le 30 Janvier 2009 et le PNUD constituent le document de projet conformément à l'Accord Standard d'Assistance de Base.

Conformément donc à l'Accord Standard d'Assistance de Base, la sauvegarde et la sécurité du partenaire de mise en œuvre, de son personnel et de ses biens, ainsi que des biens du PNUD sont sous la responsabilité du partenaire de mise en œuvre.

Ainsi il doit :

- a) Mettre en place un plan de sécurité approprié et le maintenir, en fonction de la situation sécuritaire du pays,
- b) Assumer tous les risques et devoirs relatifs à sa sécurité et à la mise en œuvre complète de son plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan est en place, et suggérer des modifications au plan si nécessaire. Tout échec à maintenir ou à implémenter un plan approprié de sécurité comme requis ci-dessous, sera considéré comme un manquement à cet accord.

Le partenaire de mise en œuvre, consent à prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'aucun des fonds du PNUD reçus dans le cadre de ce projet ne soit utilisé pour soutenir des individus ou des entités associées au terrorisme, et que tout bénéficiaire de montant accordé dans le cadre de ce projet, n'apparaît pas dans la liste tenue par le Conseil de Sécurité, établie en sa résolution 1267 (1999). Ce texte doit faire partie de tout contrat ou accord signé avec des tiers dans le cadre de ce projet.

JOURNAL DES RISQUES



Titre du Projet: Programme intégré d'adaptation pour la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Bénin		Award ID: 00051279	Date: Décembre 2012
---	--	--------------------	---------------------

Type	Date d'identification	Description	Commentaire ou Réponses de Gestion	Situation actuelle du risque (réduction, statu quo, croissant)
Environnemental	Juin 2011	Crue précoce ou tardive à Adjohoun, Bopa et Sô-Ava	<p>Rendements des cultures de saison (patate douce, maïs, etc.) affectés et la mise en terre tardive des plants de reboisement impossible ou croissance des plants mis en terre en crues précoces.</p> <p>Rendements des cultures de contre saison (piment, tomate, etc.) affectés en crues tardives.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre l'accent sur les semences à cycles courts - Mettre en terre parallèlement aux cultures annuelles les plants de reboisement. 	Résolue
Financier	Septembre 2009	Non libération des contreparties nationale et communale.	<p>Hypothèque partielle de certains résultats d'activités.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Un plaidoyer a été adressé au MEF pour la libération de la contrepartie du Gouvernement sur recommandation de la 1ère revue trimestrielle 2012 ; ✓ Des rencontres ont eu lieu entre l'équipe de gestion du projet (DNP, CNP, GAF) avec le DGAB les 14 et 21 septembre 2012. Ces rencontres ont permis d'informer le DGAB sur l'accord de partage de coûts signés par le Gouvernement et le PNUD pour la mise en œuvre du PANA 1. Le DGAB a suggéré une séance de recentrage du budget regroupant les membres du Cabinet, la DPP et la DGB afin de faciliter la programmation et la mise à disposition des ressources. 	<p>En diminution</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ séance de recentrage du budget regroupant les membres du Cabinet, la DPP et la DGB afin de faciliter la programmation et la mise à disposition des ressources en cours.

Type	Date d'identification	Description	Commentaire ou Réponses de Gestion	Situation actuelle du risqué (réduction, statu quo, croissant)
			<p>Excepté la commune de Malanville, qui a versé intégralement sa contrepartie (6000 USD) en 2011, et celle de Ouinhi qui a versé une partie (3000 USD) de sa contrepartie qui est d'une valeur de 15000 USD, toutes les autres communes signataires des accords de partage de coût n'ont pas encore libéré leur contrepartie.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une lettre de rappel de libération des contreparties communales a été adressée aux Maires sur recommandation de la 1ère revue trimestrielle 2011; ✓ Au cours de l'année 2012, des accords de partage des coûts ont été transmis à chaque Maire. De plus, des rencontres ont eu lieu avec des receveurs-percepteurs sur la libération de la contrepartie communale. A l'issue de ces rencontres, il est apparu que certaines pièces (délibération du Conseil communal ayant autorisée la dépense au profit de PANA 1, l'approbation de l'autorité de tutelle, original de l'accord de participation de la commune, certificat de service fait signé de l'ordonnateur, l'arrêté du Maire conformément à la délibération du Conseil ayant institué le Projet) manquent au dossier envoyés par les mairies. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Des prévisions sont inscrites dans les budgets communaux, exercice 2012 : Adjahoun : 19200 USD, Ouinhi : 3000 USD, Savaïou : 3000 USD et Matéri : 12000 USD. ✓ Des correspondances ont été envoyées aux Maires afin qu'ils complètent les dossiers transmis aux receveurs-percepteurs; ✓ Une séance de renforcement des capacités des C/SAF a été organisée dans les neuf (9) communes pilotes sur l'importance de la libération des contreparties communales pour la mise en œuvre des plans d'actions au niveau des villages de démonstration
Organisationnel	PIF (août 2008)	Résistance Culturelle et sociale	Impliquer davantage les acteurs clés dans la mise en œuvre du projet en tenant compte de la culture et des facteurs sociaux pendant le développement du projet (par exemple les faiseurs de pluies)	En diminution Les chefs coutumiers et les faiseurs de pluie sont intégrés dans les comités villageois de mise en œuvre des activités du projet.
		Appropriation de technologies adaptatives	Accompagner les communautés dans le choix et la mise en œuvre des technologies adaptatives	En diminution

Type	Date d'identification	Description	Commentaire ou Reponses de Gestion	Situation actuelle du risque (réduction, statu quo, croissant)
		par les communautés	<p>endogènes.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le choix de ces technologies adaptatives a fait l'objet d'une étude réalisée par l'INRAB pour le compte du PAWA 1. Le draft du rapport provisoire d'étude est disponible ✓ Une plate-forme d'innovations technologiques adaptatives aux changements climatiques est l'un des axes stratégiques proposé par l'étude réalisée par la DICAF "Elaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de formation des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs sur les technologies adaptées aux changements climatiques et l'utilisation des informations agrométéorologiques". ✓ 35 thèmes de formation ont été identifiés sur la base des besoins exprimés par les communautés à la base. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les observations faites par les personnes ressources et l'équipe de gestion du projet sur le draft du rapport provisoire ont été intégrées par l'INRAB ; ✓ Le rapport provisoire est validé et le rapport définitif attendu
	Acût 2011	Non respect du délai de dépôt des rapports d'études exécutées par les structures partenaires publiques	<p>Une lettre de relance a été adressée aux structures partenaires et aux cabinets d'études au cours du 3ème trimestre 2012 pour qu'elles déposent les rapports des études sur recommandation de la 1ère session statutaire du Comité Technique et réitérée lors de la 2ème session du CTP.</p> <p>A ce jour sur les 12 rapports confiés aux structures partenaires publiques seulement deux (DNM et DPP/MAEP) n'ont pas respecté le délai du dépôt malgré les lettres de relance</p>	<p>En diminution</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Sept (7) de ces rapports ont été déjà validés et disponible dont six (6) rapports des structures partenaires publiques (DICAF, DAGRI, D'Elevage) et un (1) du cabinet d'étude ; ✓ Quatre (4) rapports (DGFRN (1), INRAB (1) et 2 des cabinets d'études) validés et rapports définitifs attendus ✓ Deux(2) rapports (INRAB(1), CERF(1)) et la proposition méthodologique de la DNM examinés et rejetés
Politique	N/A			

Type	Date d'identification	Description	Commentaire ou Réponses de Gestion	Situation actuelle du risqué (réduction, statu quo, croissant)
Opérationnel	Novembre 2011	Faiblesse dans le suivi-évaluation des actions adaptatives mises en œuvre dans les villages pilotes	<ul style="list-style-type: none"> - Faible degré d'appropriation du Projet par les parties prenantes au niveau local - Faible suivi de la mise en œuvre des plans d'actions adaptatives des villages de démonstration par les CCCT et le noyau restreint du CCCT chargé de faire le suivi rapproché. - Lenteur dans la remontée des informations à la Coordination du Projet - Faible visibilité des actions adaptatives mises en œuvre dans les villages pilotes. <p>Au cours de l'année 2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les rôles et les attributions des membres des CCCT leurs ont été clarifiées pour la mise en œuvre et le suivi des actions adaptatives dans les villages de démonstration ; ✓ les D/DEPN et les D/CeRPA ont été impliqués dans le dispositif de suivi ; ✓ les capacités des CCCT en occurrence les RCPA, RSCEPN, PF/CC et C/SAF ont été renforcées sur l'appropriation des outils de suivi-évaluation et de gestion financière des plans d'actions au niveau des communes bénéficiaires. 	<p>En diminution</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le canevas de reporting des activités mises en œuvre mis à la disposition des CCCT est de mieux en mieux maîtrisé. ✓ Les membres des CCCT en occurrence les RCPA, RSCEPN, PF/CC et C/SAF se sont appropriés des outils de suivi-évaluation et de gestion financière des plans d'actions au niveau des communes bénéficiaires. ✓ Les derniers rapports d'activités parvenus à la coordination du projet reflètent de mieux en mieux le niveau d'appropriation de ces outils mis à leur disposition.
	Décembre 2011	Insuffisance de la prise en compte des mesures d'adaptation aux changements climatiques dans les différentes études commanditées	<p>La survenue d'un tel risque affectera la pertinence des résultats des études et par ricochet menace la mise en œuvre correcte des activités liées à ces études.</p> <p>Toutes les structures publiques partenaires et les cabinets d'études adjudicataires maîtrisent assez peu la démarche de prise en compte des mesures</p>	<p>En diminution</p> <p>Les observations/suggestions faites par les Reviewers sur les drafts de ces différents rapports provisoires ont été intégrées par les structures publiques partenaires et cabinets</p>

Type	Date d'identification	Description	Commentaire ou Reponses de Gestion	Situation actuelle du risqué (réduction, statu quo, croissant)
			<p>d'adaptation aux changements climatiques dans les différentes études.</p> <p>La validation des méthodologies, le suivi régulier des études, l'organisation d'atelier de restitution de l'étude pour s'assurer du respect de la méthodologie, et la validation des résultats par un groupe d'experts dans les domaines concernés, constituent l'approche adoptée par l'équipe de gestion du projet. Le renforcement des capacités des cadres des structures impliquées dans la réalisation des études s'inscrit également dans une telle approche.</p> <p>Au cours de ce 3^{ème} trimestre 2012, des Reviewers ont été identifiés pour apprécier les méthodologies proposées par la DPP/MAEP et la DNM et 09 rapports provisoires déposés par les structures partenaires publiques concernées et les cabinets d'étude adjudicataires. Des propositions et des suggestions appropriées ont été formulées et transmises aux structures concernées pour prise en compte et amélioration des méthodologies et des rapports provisoires d'étude en question.</p>	<p>Ces rapports provisoires ont été examinés et 05 ont été validés (dont 02 des structures publiques partenaires et 03 de cabinets d'études).</p>
Réglementaire	N/A			
Stratégique	N/A			
Autres	N/A			

1. **Accords:** Pas d'autres accords.
2. **Termes de Référence du personnel clé :**

2.1. COORDONNATEUR NATIONAL DU PROJET

2.1.1. Mission

Le Coordonnateur National de Projet ou Chargé de projet a pour mission de :

- Planifier les activités du projet et suivre la progression conformément aux critères qualités ;
- Guider le travail technique relatif aux composantes 1 et 2 ;
- Assurer les produits et services ainsi que les termes de référence et spécifications du travail ;
- Surveiller les risques identifiés et les actualisés au besoin ;
- Gérer les demandes pour la provision de ressources financières faites par le PNUD, utilisant les avances de fonds, les paiements directs, ou le remboursement utilisant le FACE (l'Autorisation de Fonds et Certification de Dépenses);
- Suivre les ressources financières et la comptabilité pour assurer l'exactitude et la fiabilité des rapports financiers;
- Assurer la préparation et la soumission des rapports financiers au PNUD sur une base trimestrielle;
- Préparer les rapports annuels de Revue et les soumettre au Comité de Pilotage de Projet;
- Préparer les plans de travaux annuels ainsi que les plans trimestriels au besoin.

2.1.2. Qualifications et expériences requises

Le Chargé de projet doit remplir les conditions ci-après :

- avoir un diplôme (au moins BAC + 5) en Sciences agronomiques et/ou environnementales ;
- avoir au moins 10 ans d'expériences professionnelles dans le domaine de l'environnement ;
- avoir une bonne connaissance de la problématique des changements climatiques;
- avoir une bonne connaissance des procédures et directives du PNUD/FEM ;
- avoir une expérience pertinente (au moins 3 ans) en matière de gestion de projet.

2.2. Responsable en Suivi-évaluation et en Communication (un travailleur à plein temps ou deux à temps partie)

2.2.1. Mission

- Fournir l'expertise technique et des conseils à toutes les composantes du projet et soutenir le Chargé de Projet dans la coordination de la mise en œuvre des activités prévues comme stipulé dans le document de projet / le plan de travail ;
- Charger spécifiquement d'assurer les produits techniques dans le développement d'un mécanisme de suivi-évaluation et sa mise en œuvre impliquant toutes les parties prenantes tant au niveau national que local ;
- Assurer la mise en œuvre de la troisième composante du projet relative à la capitalisation et à la diffusion des acquis du projet;
- S'assurer que les contrats techniques sont en accord avec les standards les plus élevés; fournir des appuis dans le développement des Termes de Référence pour des sous-contrats, appuyer le processus de sélection, recommander les meilleurs candidats et approches, fournir des appuis conseils aux sous-traitants ainsi que des formations si c'est nécessaire ;
- Fournir des appuis techniques au Comité de pilotage, aux Comités Communaux de Coordination technique et autres institutions impliquées dans la mise en œuvre du projet et l'arrangement de gestion ;
- Fournir des appuis pour le développement de portefeuilles de formations techniques pour tous les groupes cibles et assurer la fonction double d'évaluation; assurer dans certains cas des formations sélectionnées ;
- Elaborer de réguliers rapports suivant les directives de gestion du projet.

2.2.2. Qualifications et expériences requises

L'Expert en Suivi-Evaluation et en Communication doit remplir les conditions ci-après :

- avoir un diplôme (au moins BAC + 5) en Sciences agronomiques et/ou environnementales ;
- avoir bonne maîtrise des outils de suivi-évaluation;
- avoir au moins 5 ans d'expériences professionnelles en matière de suivi-évaluation de projet ;
- avoir une expérience pertinente en capitalisation des acquis/gestion du savoir de projet dans le domaine de l'environnement/agriculture ;
- avoir une bonne connaissance des outils et canaux de communication.

2.3. Gestionnaire Administratif et Financier

- Etablir et assurer la garde des dossiers du projet ;
- Collecter les données d'informations du projet ;
- Actualiser les plans ;
- Assurer l'administration de l'équipe du projet, du Comité de Pilotage ainsi que autres réunions appropriées ;
- Etablir des procédures de contrôle de documents ;
- Compiler, copier et distribuer tous les rapports de projet ;
- Assurer les tâches de gestion financière sous la responsabilité du Chargé de projet ;
- Fournir des appuis dans l'utilisation de l'Atlas pour le monitoring et le reporting ;
- Réviser les rapports techniques ;
- Contrôler les activités techniques effectuées par des parties responsables ;
- Assurer notamment la gestion financière des zones 5 et 8 ;
- Superviser le personnel financier régional.

2.4. Assistant Financier Régional

- Etablir et assurer la garde des dossiers du projet des zones 1 et 4 ;
- Collecter les données d'informations du projet ;
- Actualiser les plans ;
- Assurer l'administration du Comité Communal de Coordination Technique ainsi que autres réunions appropriées des zones respectives ;
- Etablir des procédures de contrôle de documents au niveau régional;
- Compiler, copier et distribuer tous les rapports de projet au niveau régional;
- Assurer les tâches de gestion financière sous la responsabilité du Chargé de projet et de l'Assistant Administratif et Financier;
- Fournir des appuis dans l'utilisation de l'Atlas pour le monitoring et le reporting ;
- Réviser les rapports techniques des comités communaux de coordination technique (CCCT) ;
- Contrôler les réalisations des parties responsables dans les zones 1 et 4.

3. **L'Evaluation des capacités:** les capacités du partenaire de réalisation (y compris la micro évaluation HACT si applicable) ne sont pas évaluées.